



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

### Lettre n° 371 du 16 février 2025

#### Au sommaire :

- **Le Pen, Retailleau and Co ravivent le passé colonial contre les travailleurs et les migrants - Galia Trépère**
- **Plan d'annexion de Gaza, manœuvres en Ukraine, guerre commerciale, un basculement dans l'offensive US contre les travailleurs et les peuples- Yvan Lemaître**
- **La guerre du Kivu pour les « *minerais de sang* » pour le compte des multinationales prédatrices - François Minvielle**

## **Le Pen, Retailleau and Co ravivent le passé colonial contre les travailleurs et les migrants**

« Je ferai exactement ce qu'a fait Donald Trump avec la Colombie. Plus aucun transfert d'argent vers l'Algérie, plus un seul visa, aucun visa non plus pour les dirigeants algériens ». Le 29 janvier sur LCI, Le Pen, prônait la manière forte, employée par Trump dans les relations internationales, à l'égard de l'Algérie contre laquelle l'État français multiplie les gestes d'hostilité depuis plusieurs mois. Et d'ajouter, sans doute ragaille par les hommages de Macron ou Retailleau -« *une figure historique* »- à son père, tortionnaire et fier de l'être dans les sales guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie : « *Je peux comprendre que des peuples souhaitent obtenir l'indépendance. Mais je pense que venir dire globalement que la colonisation a été un drame pour l'Algérie, ce n'est pas vrai* ».

L'onde fascisante venue des Etats-Unis après l'élection de Trump s'étend partout dans les vieilles puissances colonialistes, encourageant leurs gouvernements et partis réactionnaires à une politique brutale, ouvertement xénophobe et raciste à l'égard des peuples qu'ils ont réduits en esclavage, pillés et exploités pendant des siècles. Tous les politiciens en rivalité pour la présidentielle entretiennent en permanence une campagne de préjugés, de haine, racistes, imbéciles avec la collaboration active des médias. C'est à qui stigmatisera le plus les travailleurs immigrés, boucs émissaires de ces vieux réactionnaires qui n'ont aucune réponse à la crise de leur système si ce n'est une offensive contre l'ensemble des travailleurs qu'ils cherchent à affaiblir en les dressant les uns contre les autres. Une politique à leur image, lâche et sans scrupule.

### **Guerre contre nos camarades immigrés sur fond de surenchères entre rivaux du bloc réactionnaire**

La politique répressive contre les travailleurs immigrés, qui est une constante de tous les gouvernements depuis

plus de 40 ans, a franchi un nouveau seuil avec l'arrivée au pouvoir, juste avant celle décisive de Trump, de Bayrou-le menteur et ses propos sur le « *sentiment de submersion migratoire* » prononcés lors de sa déclaration de politique générale le 14 janvier dernier. Avec la même hypocrisie douceuse que lorsqu'il fait semblant de n'avoir pas été au courant des violences, agressions sexuelles et viols dont ont été victimes les élèves de Notre-Dame de Bétharam, cet établissement privé catholique près de Pau où il a même placé ses enfants, Bayrou a soigneusement choisi ses mots, la « *submersion* » s'apparentant aux discours sur le « *grand remplacement* » banalisé dans l'extrême droite et une partie de la droite.

On assiste depuis à une surenchère d'agressions anti-immigrés, xénophobes, attisée par les ambitions présidentielles des Retailleau, Darmanin, Wauquiez, le Pen.

C'est le 23 janvier la circulaire que Retailleau a envoyée aux préfets « *sur la maîtrise des flux migratoires en particulier par la lutte contre l'immigration irrégulière* » dont l'objectif déclaré est de faire baisser d'un tiers le nombre de régularisations de personnes sans papier, de 30 000 par an à 20 000. Elle exige pour pouvoir obtenir un titre de séjour non seulement 7 ans de présence en France, mais également un diplôme de maîtrise de la langue française. Et encore faut-il en plus non seulement obtenir un rendez-vous en préfecture -une gageure aujourd'hui, avec parfois jusqu'à 3 ans d'attente-, mais surtout passer entre les mailles des obligations de quitter le territoire français (OQTF) dont la loi Darmanin de janvier 2024 a allongé la durée de validité d'un an à trois ans et qui peuvent être édictées sans que la personne contrôlée sans papiers ait commis le moindre délit.

Mais qu'importe, les personnes sous le coup d'une OQTF sont stigmatisées comme criminelles, les media mettant en lumière et grossissant systématiquement les délits commis par des « OQTF ».

Pour Bayrou, l'urgence est de faire appliquer ces OQTF, dont 7 % « seulement » seraient exécutées aujourd'hui par l'Etat français. Un argument pour Le Pen, dépassée sur sa droite par les propos de ses rivaux au gouvernement Retailleau, Darmanin, Bayrou... « *Ils ne font que parler* ».

## **Notre « identité », la classe des producteurs, notre patrie l'Humanité**

A partir du 6 février, et du vote par l'Assemblée d'une loi LR qui restreint considérablement le droit du sol à Mayotte, exigeant que les deux parents résident régulièrement « *sur le territoire français* » depuis 3 ans pour que leur enfant né dans l'archipel obtienne la nationalité française -au lieu d'un parent actuellement y résidant 3 mois-, les déclarations xénophobes des Wauquiez, Retailleau, Ciotti and co en faveur de la suppression du droit du sol sur tout le territoire français se sont multipliées.

« *Le débat public doit s'ouvrir sur le droit du sol dans notre pays* », déclarait le jour du vote Darmanin qui a depuis affiché son ambition présidentielle en se prononçant pour une primaire à droite, des macronistes à LR. Dès le lendemain dans Le Parisien, il déclarait : « *Aujourd'hui il n'y a pas d'effort à devenir français quand on est né quelque part par le hasard de la vie, et je pense qu'il faut un effort pour le devenir...* »

Hypocritement, Bayrou répond en disant souhaiter un débat « *plus large* », « *qu'est-ce qu'être français* », « *qu'est-*

*ce que ça donne comme droit, qu'est-ce que ça impose comme devoir ?* ».

Quant à Faure du PS, il tire en touche tout en laissant la porte ouverte : « *Le débat sur l'identité nationale n'est pas tabou... Tout dépend de ce qu'on en attend* ». Et de rassurer sur la motion de censure que veut mettre au vote le PS sur les propos de Bayrou parlant de « *submersion migratoire* », « *elle ne peut pas faire tomber le gouvernement* » car « *elle ne peut pas être votée par le RN* ».

A cette offensive xénophobe et réactionnaire dont l'objectif premier est de criminaliser et soumettre une partie de la population pour s'attaquer, comme Trump le fait aux Etats-Unis, à l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse pour le compte de l'oligarchie capitaliste et financière qui ruine la société, il n'y a qu'une riposte possible. C'est le rassemblement le plus large de toutes celles et ceux qui subissent l'exploitation sociale et les oppressions raciste, sexiste, homophobe, transphobe qu'elle charrie, notre organisation démocratique à la base pour la défense des droits de toute la population et la préparation de l'affrontement que nos ennemis programment.

Les privilégiés passent à l'offensive parce qu'ils ont peur de notre force, ils cherchent à nous diviser parce qu'ils craignent notre union.

Galia Trépère

---

## **Plan d'annexion de Gaza, manœuvres en Ukraine, guerre commerciale, un basculement dans l'offensive US contre les travailleurs et les peuples**

En proposant de déplacer les Gazaouis en Égypte, en Jordanie ou partout où ils seraient acceptés sans possibilité de retour et de faire de Gaza, dont l'armée américaine pourrait prendre le contrôle, une « Côte d'Azur du Moyen-Orient », Trump vient de montrer à la face du monde, de façon particulièrement odieuse, que les USA n'étaient pas seulement complices de la guerre génocidaire d'Israël mais qu'ils en étaient bien les acteurs, les commanditaires.

Ces propos provocateurs, marqués du mépris raciste et xénophobe ont soulevé une indignation pour le moins légitime mais souvent bien hypocrite de la part de chefs d'État, comme Macron, qui ont toujours couvert la politique sioniste de l'État d'Israël qui depuis sa fondation piétine les droits du peuple palestinien pour le compte des USA et des puissances occidentales.

Trump a fait cette déclaration monstrueuse avec à ses côtés Netanyahu, en visite à Washington, qui s'en est félicité pour afficher leur pleine connivence. « *Nous éliminerons le Hamas et ramènerons nos otages. C'est l'ordre. Et c'est ce que nous ferons* », a réaffirmé Netanyahu.

Trump a promis un « *véritable enfer* » au Hamas si les otages n'étaient pas « *tous ramenés avant samedi midi* ». Et Netanyahu de surenchérir : « *Si le Hamas ne rend pas nos otages d'ici samedi midi, le cessez-le-feu prendra fin* », menaces qui n'ont pas eu de raison d'être mises à exécution mais qui néanmoins signifient la reprise intensifiée de la guerre qui n'a jamais cessé. Et, ce dimanche au côté du secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, en visite à Jérusalem, il s'est vanté qu'Israël, avec le soutien des USA, « *finira le travail* » contre la menace de l'Iran.

Quant au ministre israélien de la Défense, Israël Katz, il a ordonné à l'armée de préparer un plan pour permettre le « *départ volontaire* » des habitants de Gaza et déclaré : « *Je salue le plan audacieux du président Trump, les habitants de Gaza devraient être autorisés à quitter Gaza et à émigrer librement, comme c'est la norme dans le monde* ».

Et en fin de semaine dernière, le département d'Etat américain a approuvé la vente de bombes, de munitions et de missiles d'une valeur totale de 7,4 milliards de dollars à Israël.

Trump poursuit sans masque la politique de Biden de la même façon que dans la guerre par procuration des USA en Ukraine quand il dit se moquer éperdument que l'Ukraine soit ou pas russe. Il le dit sans détour, à la différence de Biden qui se moque tout autant que lui du droit des peuples... Il est prêt à négocier un accord avec Poutine en fonction du rapport de force, une paix ou une trêve ou une simple manœuvre diplomatique entre brigands contre les peuples, qui vise, alors que l'Ukraine est à bout de force, à tenter de rétablir des relations avec la Russie contre la Chine tout en mettant l'Europe à sa botte ainsi que l'a clairement montré JD Vance, le vice-président américain, samedi, lors de la conférence de Munich sur la sécurité en Europe. Dans le même temps, il voudrait mettre la main sur les métaux des terres rares qui se trouvent sur des territoires en possession de la Russie.

Ces agressions constituent une continuité dans les surenchères militaristes des USA ainsi que l'annonce de la volonté d'achat du Groenland, d'annexion du Canada, de la saisie du canal de Panama et la nouvelle dénomination de « *Golfe du Mexique* » en « *Golfe de l'Amérique* ». Une continuité mais aussi un basculement.

Cette brutalité assumée, érigée en mode de gestion des relations diplomatiques, n'est pas que la conséquence de l'arrivée au pouvoir d'un psychopathe mais bien du basculement économique et politique du monde qui a enfanté, au sein de la première puissance mondiale, ce psychopathe. Ce dernier est le produit de la guerre économique et militaire engagée par Biden au nom du même America first, d'une offensive qui n'a plus besoin de cacher ses véritables objectifs derrière des phrases creuses sur la démocratie et les droits des peuples. L'heure est à l'escalade sans fard.

## **Guerre économique et guerres militaires, la sauvagerie de la concurrence et du pillage**

Personne ne peut dire jusqu'où iront les USA, mais il serait aveugle de croire que Trump n'agit que par démagogie, bluff ou fanfaronnade ou au mieux pour négocier. Pour en juger il suffit de voir le large assentiment qu'il reçoit au sein des classes dirigeantes américaines et y compris ici.

Au-delà de la forme et du coup de menton ridicule de l'aspirant dictateur, les lignes directrices de sa politique obéissent à la logique du « *America great again* » partagée par Biden et la classe dirigeante américaine, c'est-à-dire, plus globalement, à la logique de la politique d'accumulation du capital.

Engels écrivait en 1879 : « *L'État moderne, quelle que soit sa forme, est essentiellement une machine capitaliste, l'état des capitalistes, la personnification idéale du capital national total.* » Cette idée prend à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé une forme particulièrement concentrée, la fusion des politiciens et capitalistes milliardaires au sommet de l'État de la première puissance mondiale.

Ce phénomène est l'expression du caractère de plus en plus indissociable entre la concurrence et le militarisme

ou plutôt des politiques protectionnistes et de la guerre dans le cadre de la concurrence mondialisée. La guerre est le complément du protectionnisme dans la guerre globale que les capitalistes se livrent entre eux pour s'approprier la plus grosse part possible des profits tirés de l'exploitation du nouveau prolétariat mondial et du pillage des richesses dans le monde.

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement une poignée de puissances impérialistes qui se battent pour le partage des colonies mais les multinationales et les États, petits et grands, qui se battent pour le partage des richesses produites dans le monde ce qui n'exclut nullement les guerres territoriales locales par procuration.

L'arme des droits de douane intervient dans le long terme dans une économie mondiale stagnante et soumise à une concurrence de plus en plus exacerbée et multipolaire. La décision récente de Trump de fixer à 25 % les droits de douane sur l'acier et l'aluminium importé par les États-Unis, peu importe sa provenance, n'a pas pour but d'exercer une simple pression comme ce fut le cas pour les 25 % de droits de douane sur les produits provenant du Canada et du Mexique, et 10 % supplémentaires à ceux déjà existants sur les produits chinois. Trump prétendait vouloir les forcer à agir pour diminuer le trafic de fentanyl et les arrivées de migrants illégaux en invoquant « *la menace majeure que représentent les migrants illégaux et les drogues mortelles qui tuent nos concitoyens, notamment le fentanyl* ».

Il ne faut pas oublier que la pression par les droits de douane se double d'une politique de sanctions commerciales contre la Chine, la Russie, l'Iran, le Venezuela et d'autres membres des Brics, Cuba.

Wall Street est bien décidé à utiliser tous les moyens en son pouvoir pour sauvegarder sa position dominante dans le monde et continuer d'accumuler du capital au détriment de ses concurrents, des travailleurs et de la planète.

## **La folie aveugle de Wall Street conduit à la récession, à la crise financière, au krach**

La guerre et le protectionnisme sont des armes dans la lutte des différents groupes capitalistes pour accumuler toujours plus de profit au détriment de leurs rivaux et concurrents. La politique est en réalité l'expression des intérêts économiques des capitalistes, de l'économie concentrée disait Lénine, dans leur lutte entre eux et contre les travailleurs et les peuples. C'est bien pourquoi d'ailleurs plus les rapports de classe se tendent, moins le capital peut se payer le luxe de la démocratie qui devient, y compris dans les pays les plus riches, un mythe vide de tout contenu.

Cette politique est une fuite en avant d'un système failli, failli parce qu'il n'a pas d'autre réponse possible.

Le protectionnisme, la guerre des droits de douanes et des taxes sont une aberration dans une économie monde fondée sur l'interdépendance entre les nations en particulier entre les États-Unis, la Chine et l'Union européenne.

Trump et Wall Street fondent leur politique sur l'hypothèse que, dans cette concurrence chaotique, l'Amérique sortira gagnante. Ils pensent que l'économie américaine, le dollar et son armée, constituent un centre de gravité capable de tirer tout l'argent et le surplus économique du monde vers lui-même. C'est l'objectif explicite de l'America first. C'est ce qui fait du programme de Trump une déclaration de guerre au reste du monde.

L'Amérique est la seule économie sans les contraintes financières qui s'imposent aux autres pays. La dette américaine est libellée dans sa propre monnaie, et il n'y a aucune limite à sa capacité de dépenser au-delà de ses moyens en inondant le monde de dollars excédentaires, que d'autres pays acceptent comme réserves monétaires. Sauf que l'autarcie, c'est la récession, la chute des profits, l'effondrement des bourses, la guerre.

L'Amérique ne peut pas imposer au monde sa volonté, elle peut par contre l'entraîner dans sa folle course à la faillite et au krach.

## **Du choc du capitalisme contre les besoins sociaux et humains à la nécessité impérieuse du socialisme**

Les différents groupes capitalistes et les États n'ont pas d'autre réponse à l'offensive américaine que de s'engager eux-mêmes dans l'escalade de la guerre commerciale tout en se préparant à une extension des conflits armés en espérant pouvoir négocier leur place et leur part des richesses alors que cette politique aveugle conduit à accentuer les effets récessifs sur l'économie mondiale de l'offensive américaine. La guerre commerciale mondialisée accélérera l'inflation aux États-Unis et dans le monde, la montée du chômage et provoquera le chaos sur les marchés financiers américains et étrangers, à plus ou moins long terme un krach, une menace d'effondrement de l'économie mondiale.

La lutte pour maintenir les profits, voire les augmenter au regard de l'explosion de la masse de capitaux sur les marchés mondiaux, se retournera contre les capitalistes eux-mêmes et leur système. Les bourses ne peuvent monter jusqu'au ciel ! Tôt ou tard, les capitaux excédentaires qui ne ramasseront pas leur mise sur le marché seront détruits, leurs détenteurs ruinés, la logique destructrice du krach en route.

Personne ne peut en prévoir ni le rythme ni les modalités tellement le monde capitaliste a été transformé mais le prix à payer par le prolétariat et l'humanité sera considérable.

Tous ceux qui nous chantent la chanson du protectionnisme, une politique de Trump à la française pour Le Pen ou un protectionnisme vraiment national à la façon du PCF, de Ruffin ou Mélenchon en passant par Macron, nous mentent et les confédérations syndicales, à commencer par la CGT, qui participent à cette cacophonie souverainiste se rangent du côté de la bourgeoisie contre le monde du travail.

Il n'y a pas d'issue dans le cadre du respect de la propriété capitaliste.

Bon nombre de travailleur-ses en ont plus ou moins confusément conscience et s'inquiètent de l'avenir, des menaces de licenciements, du chômage, de la régression sociale, de la menace de l'extrême droite aussi, de la guerre d'autant que la crise politique démontre que les classes dominantes, les États, les partis parlementaires n'ont aucune réponse autre qu'une fuite en avant qui ne peut qu'aggraver la situation.

Le basculement en cours bouscule les consciences. La logique de classe qui aboutit à de telles confrontations économiques et militaires absurdes et meurtrières apparaît à nu. Elle montre l'impasse des classes dominantes capitalistes qui préparent une catastrophe pour l'humanité et la planète, la folie paranoïaque de cette oligarchie des milliardaires aveuglée par sa soif de domination.

L'économie est d'abord un rapport de classes, le capital contre le travail, l'État, le pouvoir, les gouvernements sont des agents actifs et déterminants de ce rapport de classe devant lequel la gauche syndicale et politique s'incline et ne prétend même plus à changer la société, même à la réformer un tant soit peu.

En toute indépendance d'elle, dans les mobilisations et résistances du monde du travail et de la jeunesse, l'idée que tout dépend des classes exploitées, de leur capacité à devenir les acteurs conscients d'une lutte politique internationale où se jouent leur avenir, l'avenir même de l'humanité, fait son chemin.

Nous avons besoin de nous organiser, de nous rassembler, d'unifier nos forces pour faire de la politique contre le pouvoir fusionné des capitalistes et des politiciens, nous organiser dans la perspective collective de nous opposer à cette logique destructrice de la guerre économique, sociale, politique, militaire pour construire une autre société égalitaire et humaine fondée sur la solidarité et la coopération contre la nouvelle aristocratie financière parasite.

*Yvan Lemaitre*

---

## **La guerre du Kivu pour les « minerais de sang » pour le compte des multinationales prédatrices**

Deux semaines après avoir conquis Goma, le 27 janvier, les milices du M23<sup>1</sup> viennent de prendre le 15 février la ville de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. L'offensive est soutenue par l'armée rwandaise, directement présente

avec plusieurs milliers de soldats, et par l'AFC, l'Alliance Fleuve Congo, un regroupement d'autres milices dirigé par Corneille Nangaa, opposant au président de la RDC, Tshisekedi.

Rien qu'à Goma, ville de plus d'un million d'habitants frontalière du Rwanda, l'offensive a fait plusieurs milliers de victimes, enterrées rapidement par crainte d'une épidémie de choléra. La débandade des milices alliées au pouvoir congolais se traduit par des milliers de prisonniers. Dans l'ensemble de la région, plus de 400 000 personnes ont fui le conflit en quelques semaines. Ils viennent grossir les rangs des presque 7 millions de déplacés internes en RDC, après les trente années de conflits qui ont suivi le génocide au Rwanda de 1994. La région de l'est, du nord au sud du lac Kivu, est la plus frappée depuis des années par les affrontements pour le contrôle des gisements des matières premières parmi les plus recherchées du marché mondial, les « *minerais de sang* » : cobalt, lithium, coltan... indispensables à la production des batteries et composants électroniques.

La crainte d'une extension de la guerre à toute la région est telle qu'un sommet s'est tenu en urgence le samedi 8 février en Tanzanie, réunissant la plupart des dirigeants d'Afrique de l'est et d'Afrique australe. Sans succès. Tshisekedi a revendiqué de retrouver les frontières de la RDC et refusé de discuter avec les milices. Kagame à la tête du Rwanda, a réfuté cyniquement tout pillage des ressources et prétendu vouloir éradiquer les FDLR<sup>2</sup> qui selon lui menaceraient encore le Rwanda. Depuis mercredi, les affrontements redoublent, et d'autres forces ont été engagées. Le Burundi a envoyé 10 000 soldats soutenir l'armée congolaise, appuyée aussi par des troupes d'Ouganda et d'Afrique du Sud... dont le M23 exige le retrait.

La nouvelle offensive sur l'ensemble du Kivu semble marquer une étape dans ces trois décennies de guerre. Un leader de l'AFC, avec l'appui du Rwanda, affirme « *Nous sommes là pour rester* », prétendant installer un contrôle permanent sur un vaste territoire arraché à la RDC... ne provoquant que des protestations de pure forme des grandes puissances occidentales. Kagame compte sur le soutien des USA et de l'UE, pour les missions militaires qu'il mène pour eux et pour garantir l'approvisionnement en ressources minières. Dans cette région, il est devenu un rouage des prédatrices des multinationales dans le cadre du capitalisme financiarisé et mondialisé.

### **30 ans d'un conflit qui n'a rien de « local », produit de la concurrence entre grandes puissances pour le contrôle d'un territoire riche en matières premières**

Les populations de RDC subissent une succession de guerres sans fin, dont la cause essentielle est la volonté de contrôler les régions les plus riches en ressources à l'est du pays.

Au cœur de ces affrontements, il y a aussi les répercussions en RDC du génocide rwandais de 1994. Quand les forces génocidaires hutus ont été pourchassées par les forces armées de Kagame qui ont mis fin au génocide de 800 000 à un million de tutsis, elles ont pu se replier en RDC, sous la protection de l'armée française. Certaines

se sont ensuite réorganisées pour constituer des milices, comme les FDLR, menaçant une minorité tutsie de RDC, les Banyamulenge. Depuis, le pouvoir rwandais n'a de cesse de mener des offensives au Congo pour les éradiquer.

Une de ces offensives a participé au déclenchement de la première guerre du Congo qui a duré 6 mois entre 1996 et 1997. Elle a abouti à la chute de Mobutu, qui régnait depuis 1965, renversé par des forces congolaises qui ont conduit Laurent-Désiré Kabila au pouvoir.

Celui-ci a ensuite cherché à renvoyer les dizaines de milliers de soldats rwandais et ougandais, ses alliés, pour asseoir son pouvoir et retrouver le contrôle de l'est du pays. Au nom de la protection des minorités tutsis, une nouvelle guerre a éclaté, entre 1998 et 2003, qui a vu l'explosion du nombre de milices, de multiples fronts sur tout le territoire, faisant plusieurs millions de victimes, directes et indirectes à cause des famines et épidémies. D'autres pays africains y sont intervenus, sous leurs drapeaux, dans le cadre de l'ONU ou de forces multi-étatiques. En 2001, L.D. Kabila a été assassiné et remplacé par son fils Joseph. L'accord de paix signé en 2003 n'a rien réglé et n'a pas été respecté, une simple pause avant une troisième phase guerrière.

Au cours de celle-ci, nommée Guerre du Kivu, de 2004 à aujourd'hui, l'offensive rwandaise a pris plus clairement le visage d'une guerre pour mettre la main sur les richesses du Kivu dont le M23, réactivé en 2021 par son allié, a commencé dès l'année suivante la conquête au nord de la région.

Malgré les apparences et les mensonges des grandes puissances, ce conflit n'a rien de local.

Depuis que le pouvoir de Kagame s'est consolidé, l'UE et les USA ont utilisé le Rwanda comme gendarme dans la région, couvrant toutes ses exactions en RDC. Dans le même temps, ils ont essayé d'utiliser le pouvoir de Kinshasa pour appuyer les intérêts de leurs multinationales.

Macron, en visite à Kinshasa en 2023, a osé déclarer au président congolais avec l'aplomb cynique de l'héritage colonial : « *Vous n'avez pas été capables de restaurer la souveraineté, ni militaire ni sécuritaire. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur.* »

La grossièreté du propos voudrait masquer que le conflit est le produit pourri du colonialisme et des divisions organisées par la puissance coloniale belge créant et attisant les divisions entre hutus et tutsis. Il est aussi le produit des responsabilités de Mitterrand et de l'Etat français dans le génocide du Rwanda dont les guerres au Congo sont en partie le prolongement.

Contre toute vérité, Macron a encore prétendu en 2024 que la France « *aurait pu arrêter le génocide [de 1994] avec ses alliés occidentaux et africains, mais n'en a pas eu la volonté* », une façon encore de nier la responsabilité bien plus grave de l'Etat français qui a armé et protégé les génocidaires.

## Du pillage colonial...

Macron et les puissances occidentales sont intéressés à « *ne pas chercher les coupables à l'extérieur* », il faut pourtant remonter à leur pillage colonial pour comprendre les drames actuels.

Le Congo a été attribué comme propriété privée au roi des Belges Léopold II en 1885, lors de la Conférence de Berlin où 14 puissances impérialistes se sont partagées l'Afrique et ont fixé des règles de conquêtes, soi-disant pour limiter les tensions entre elles, ce qui a encouragé la course impérialiste qui débouchera sur la Guerre de 14-18. Ce partage du monde a semé les bombes à retardement des divisions en « ethnies » et des frontières arbitraires qui n'en finissent pas de faire des dégâts.

Le régime de Léopold II a laissé aussi comme héritage délétère la destruction des structures sociales existantes et l'utilisation de violences inouïes pour imposer le travail forcé et réprimer, expéditions punitives, amputations de mains et de pieds, exécutions de masse...

Le pillage des richesses était organisé par un nombre restreint de sociétés mixtes, à la fois capitalistes et étatiques, comme la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, une holding financière qui participa à la création de l'Union Minière du Haut Katanga, propriété anglo-belge, qui exploita à partir de 1906 le cuivre, le cobalt et autres minéraux précieux. Ces compagnies ont tout fait pour maintenir leur exploitation après l'indépendance, en s'adaptant à la nouvelle situation qui leur était imposée par le soulèvement des peuples colonisés.

## ... au pillage dans le cadre de l'indépendance sous contrôle des puissances impérialistes...

Au Congo, à la proclamation de l'indépendance le 30 juin 1960, le roi belge parade aux côtés du premier président Kasavubu, préféré au Premier ministre Patrice Lumumba, indépendantiste jugé trop radical, pour signifier que l'ancienne colonie resterait sous sa tutelle.

Deux semaines après, l'Union minière du Haut Katanga et la Belgique font exploser le nouvel Etat, en poussant leur homme lige, Tshombé, à proclamer la sécession du Katanga, riche et immense région du sud-est. La réunification aura lieu l'année suivante, après l'assassinat de Lumumba commandité par la Belgique et les USA pour se débarrasser de lui alors qu'il évoluait vers le panafricanisme et qu'il avait fait appel à l'URSS pour s'opposer à la sécession.

La mainmise impérialiste se traduit alors par le soutien de la Belgique, de la France et des Etats-Unis à la dictature sanguinaire de Mobutu, pendant 32 ans, au plus grand profit des compagnies capitalistes. Si l'Union minière belge est nationalisée par l'Etat congolais qui transfère tous ses actifs à la Générale congolaise des mines, un accord est passé pour reverser 6 % de ses résultats à une société belge pendant 25 ans. Avec l'indépendance, les marchés s'ouvrent et donnent des marges de manœuvre au pouvoir par rapport à l'ancienne puissance coloniale.

C'est dans ce cadre que Mobutu encourage l'implantation de nouvelles compagnies, en particulier françaises, pour exploiter les ressources, comme Total pour le pétrole, ou Eramet, pour le cuivre et le cobalt.

La crise des années 1980 entraîne la chute des cours des matières premières et l'appauvrissement de nombre d'Etats qui doivent se plier aux plans d'ajustements structurels du FMI.

Au début des années 90, le régime de Mobutu est de plus en plus contesté, au moment où commencent à éclater aussi les conflits intra-étatiques au Burundi et au Rwanda qui débouchent sur le génocide des Tutsis en 1994. L'arrivée au pouvoir de Kabila en 1997 sera l'occasion pour les USA de signer de nouveaux accords avec le régime, mais le cycle des guerres qui ravagent le pays a déjà commencé.

## ... aux nouvelles formes du pillage dans le capitalisme financiarisé mondialisé

L'exacerbation de la concurrence suite à la grande récession de 2009 a aiguisé les appétits envers les matières premières de la RDC indispensables pour les productions électrique et électronique. La RDC assure environ 73 % de la production mondiale de cobalt, 41 % du tantale, 12 % du cuivre...

La guerre du Kivu est l'instrument de ce pillage dans lequel le pouvoir rwandais joue un rôle clé.

L'Union européenne a signé avec Kagame en février 2024 un accord pour assurer la « *stabilité des chaînes de valeur pour les matières premières critiques et stratégiques* »... alors que le Rwanda n'en produit que très peu. De fait, l'accord entérine et encourage les circuits parallèles mis en place par le pouvoir rwandais. Les matières premières sont extraites du sol du Kivu par des dizaines de milliers de mineurs et creuseurs, dans des mines passées sous contrôle des miliciens. Elles sont ensuite transférées clandestinement au Rwanda pour être mélangées à la production rwandaise et vendues aux multinationales, qui prétendent avoir un approvisionnement « propre ».

A la signature de cet accord, Tshisekedi avait réagi en disant que « *tout le monde [savait] que le Rwanda n'[avait] même pas un gramme de ces minéraux dits "critiques" dans son sous-sol* ». « *C'est comme si l'Union européenne nous faisait la guerre par procuration.* »

Effectivement, l'UE, comme les USA, financent l'armée rwandaise, une des mieux équipées de la région. Fin novembre, l'UE a encore décidé un apport de 20 millions d'euros soi-disant pour combattre le djihadisme au Mozambique et pour participer à des missions de l'ONU... mais rien n'empêche le Rwanda d'utiliser ces moyens dans sa guerre au Congo.

Macron, alors qu'il a fait pression pour l'adoption de ce financement, a prétendu après la prise de Goma que « *tout devait être fait pour la protection des populations civiles et le respect de la souveraineté congolaise* » et appelle maintenant à un « *retrait sans délai* » du Rwanda... le

double jeu d'un impérialisme en déclin qui croit pouvoir se maintenir en jouant sur les deux tableaux.

Alors que les multinationales occidentales avaient diminué leurs investissements jugés trop risqués en Afrique, les compagnies chinoises ont développé leur implantation depuis les années 2000 et contrôlent maintenant près de la moitié des mines officielles de RDC. 80 % des exportations congolaises minières vont vers la Chine, et même 90 % pour le cobalt et le cuivre. Cette implantation croissante éclaire les motivations de l'UE et des USA dans leur soutien à l'offensive du Rwanda sur le Kivu.

Les Etats africains participent eux-aussi à cette concurrence de plus en plus tendue. Le Rwanda, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, le Burundi et nombre d'autres interviennent dans les batailles économiques, politiques et guerrières, autour de l'appropriation des matières premières.

A Kinshasa, le pouvoir espère pouvoir mettre en place sa propre production de batteries et bénéficier de davantage de valeur ajoutée en raffinant lui-même les matières brutes et en les transformant. Mais ces espoirs d'un développement local se heurtent aux limites du marché toujours sous le coup de la grande récession qui a durement frappé l'Afrique, et à la concurrence des multinationales occidentales et chinoises, bien plus puissantes, qui ne lâcheront rien.

La volonté des grands Etats africains de battre en brèche la domination des vieux impérialismes par le biais des BRICS, en jouant des influences chinoises et russes, entre en conflit avec les volontés de domination de toutes les grandes puissances.

## **Guerre, instabilité et contradictions capitalistes porteuses de révolutions**

La guerre du Kivu et ses violences insupportables sont le produit de la concurrence généralisée entre les groupes capitalistes des grandes puissances anciennes et nouvelles qui sévissent sur tout le continent.

Les peuples d'Afrique subissent les inégalités les plus violentes de la planète, la misère, la faim, l'exploitation des

enfants, une pollution de l'eau et une destruction sans précédent de l'environnement, les épidémies qu'elles provoquent, la violence des bandes armées et des régimes dictatoriaux au service des multinationales.

Dans le même temps, le bouleversement des conditions de vie créé par l'exode rural et l'urbanisation, les possibilités de communiquer en temps réel d'un continent à l'autre, les liens entre les jeunes qui ont risqué leur vie pour émigrer et leurs familles et ami-es resté-es sur le continent, leurs combats pour gagner leur droit à la dignité, des papiers, ou s'opposer à l'arbitraire patronal aux côtés de leurs camarades de travail, sont autant d'éléments qui renforcent les aspirations démocratiques, sociales, écologiques des travailleur-es et des jeunes d'Afrique.

Les progrès technologiques les plus modernes sont ainsi associés à l'exploitation des hommes et de la nature la plus rétrograde et inhumaine, une contradiction explosive qui prépare la fin de ce système.

Les luttes sociales sont nombreuses en Afrique. Au Nigeria, au Maroc, au Kenya... les luttes pour les salaires, contre l'inflation et la vie chère ont affronté ces derniers mois des répressions brutales. Comme les centaines de milliers de mineurs du Congo, les travailleur-ses africains, comme leurs frères et sœurs émigrés, font partie d'une classe ouvrière internationale, éléments indispensables des « chaînes de valeur » des multinationales, au cœur des bouleversements économiques et sociaux qui préparent la vague révolutionnaire de demain.

*François Minvielle*

---

1 - M23 : « *Mouvement du 23 mars* », composé majoritairement de Tutsis congolais, fondé en 2012 en réaction à un accord de paix du 23 mars 2009 dont les clauses n'auraient pas été respectés par le gouvernement de RDC.

2- FDLR : « *Forces démocratiques de libération du Rwanda* », créées en 2000 en RDC par d'anciens militaires génocidaires hutus du Rwanda, repliés en RDC, opposants au régime de Kagamé.